

Vu l'arrêté royal du 12 décembre 1986 portant organisation d'un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit;

Vu l'arrêté royal du 5 janvier 1987 fixant le montant du droit d'inscription dans l'enseignement de promotion sociale;

Vu la concertation qui a réuni le 1er juillet 1987 les délégués des pouvoirs organisateurs en vertu l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement;

Vu l'urgence de poursuivre l'organisation d'un enseignement à horaire réduit pour que les jeunes puissent satisfaire à l'obligation légale d'un enseignement à temps partiel;

Vu le protocole du 19 mai 1989 portant la conclusion des négociations menées le 3 mai 1989 au sein du comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 19 avril 1989;

Sur la proposition du Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions,

Arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *But et structure*

Article 1er. § 1er. Un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit est organisé au niveau de l'enseignement secondaire professionnel inférieur et supérieur afin de satisfaire à l'obligation scolaire à temps partiel.

Il est dispensé pendant quarante semaines à raison de quinze périodes hebdomadaires de cinquante minutes.

§ 2. Il comporte à la fois la formation générale, y compris la formation sociale et personnelle, et la préparation à l'exercice d'une profession. Il ne peut être dispensé que pendant les heures et jours d'ouverture des établissements d'enseignement secondaire de plein exercice.

§ 3. Cet enseignement secondaire expérimental à horaire réduit peut aussi être organisé selon un enseignement modulaire, fixé par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 2. § 1er. L'enseignement visé à l'article 1er ne peut être organisé que par les centres constitués à cette fin. Ils ont leur siège dans un établissement d'enseignement secondaire de plein exercice organisé, subventionné ou reconnu par la Communauté française, et qui comprend de l'enseignement technique et/ou professionnel secondaire.

§ 2. Quarante centres d'enseignement à horaire réduit peuvent être organisés.

Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions fixe la répartition des centres par réseau. Il décide de l'implantation des sièges des centres dans l'enseignement de la Communauté française.

Il approuve l'implantation des sièges des centres dans l'enseignement subventionné sur proposition des organes représentatifs des pouvoirs organisateurs. Les pouvoirs organisateurs qui ne sont pas représentés introduisent leur demande directement auprès du Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

Art. 3. § 1er. Les centres d'enseignement à horaire réduit peuvent faire appel, pour l'organisation de la préparation à l'exercice d'une profession à :

a) d'autres établissements d'enseignement secondaire de plein exercice, même des établissements d'un autre réseau. Dans ce cas, la formation générale peut également y être organisée;

b) des cours de promotion sociale existants à l'exception des cours de langues.

§ 2. Les centres d'enseignement à horaire réduit peuvent également n'organiser que la préparation à l'exercice d'une profession. Pour la formation sociale et personnelle, ils peuvent collaborer avec une formation reconnue par l'Exécutif de la Communauté française. Cet enseignement est alors dispensé pendant quarante semaines à raison de huit périodes hebdomadaires de cinquante minutes.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 10, les centres d'enseignement à horaire réduit peuvent préparer à toutes les formations professionnelles dont le besoin se fait sentir.

CHAPITRE II. — *Admission, inscription et sanction des études*

Art. 5. Seuls les élèves âgés de moins de dix-huit ans qui ne sont plus soumis à l'obligation scolaire à temps plein, peuvent être inscrits comme élèves réguliers dans l'enseignement expérimental à horaire réduit, moyennant l'accord des parents ou des personnes qui exercent de droit ou de fait la puissance parentale.

Art. 6. Peuvent être admis comme élèves réguliers dans le cycle inférieur de l'enseignement professionnel expérimental à horaire réduit les jeunes qui n'ont pas obtenu le certificat de l'enseignement secondaire inférieur ou le certificat de qualification de quatrième année ou de cinquième année de perfectionnement ou de spécialisation de l'enseignement technique ou professionnel secondaire.

Peuvent être admis comme élèves réguliers dans le cycle supérieur de l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit les titulaires d'un des certificats susmentionnés.

Art. 7. § 1er. L'inscription dans l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit ne peut être prise que dans un centre organisé à cet effet et au plus tard le 31 janvier de l'année scolaire en cours.

A la demande motivée du chef d'établissement de l'école où est installé le siège du centre, le Ministre ou son délégué peut, en raison de circonstances particulières et exceptionnelles et pour des cas individuels, déroger à cette date d'inscription.

§ 2. L'enseignement visé au § 1er peut être suivi :

a) pendant la période dans laquelle les élèves sont soumis à l'obligation scolaire jusqu'à la fin de l'année scolaire;

b) jusqu'à la fin de l'année scolaire, suivant l'année scolaire dans laquelle l'obligation scolaire est terminée;

c) jusqu'à la fin de la période d'apprentissage visée à l'article 45 de la loi du 19 juillet 1983 sur l'apprentissage des professions exercées par des travailleurs salariés, si la fin de ce contrat d'apprentissage ne se situe pas dans la période fixée au littéraa).

Art. 8. § 1er. Au terme de chaque année scolaire de l'enseignement à horaire réduit, l'élève reçoit une attestation mentionnant les dates de début et de fin de fréquentation de cet enseignement, ainsi que les capacités acquises.

§ 2. Une attestation de fréquentation est délivrée à l'élève qui quitte le centre d'enseignement à horaire réduit au cours de l'année scolaire.

§ 3. Aux élèves qui ont satisfait à l'obligation scolaire et qui n'ont obtenu aucun certificat, peut être délivrée une attestation qui correspond à l'attestation d'orientation, modèle C, délivrée à la fin de la troisième année de l'enseignement professionnel de plein exercice.

§ 4. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de fixer les modèles d'attestations d'orientation visées au § 3 du présent article qui sont délivrés aux élèves de l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit.

Art. 9. § 1er. Les élèves qui ont activement et régulièrement suivi l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit peuvent, sur avis favorable des enseignants concernés du centre d'enseignement à horaire réduit où ils sont inscrits, être considérés comme « élèves réguliers » dans le sens de l'article 2, 6°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire et ce, exclusivement en vue de participer, dans l'établissement où la formation professionnelle a été suivie, aux épreuves de qualification de l'enseignement secondaire professionnel qui sont organisées pour diverses années d'études conformément aux dispositions des articles 26, § 1er, et 51, § 1er, de l'arrêté précité.

Toutefois, l'accès aux épreuves de qualification précitées, n'est pas admis dans les orientations d'études : aide familiale et sanitaire et puéricultrice.

§ 2. Pour l'appréciation des épreuves de qualification les jurys de qualification tiennent compte des attestations délivrées conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté.

§ 3. Les élèves qui ont réussi avec fruit une des épreuves de qualification visées au § 1er reçoivent un certificat de qualification qui correspond au certificat de qualification délivré aux élèves réguliers de l'enseignement secondaire de plein exercice qui ont réussi avec fruit la même épreuve de qualification.

§ 4. Dans chaque centre d'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit visé à l'article 2 du présent arrêté, des épreuves de qualification, destinées aux élèves qui sont inscrits dans une préparation à l'exercice d'une profession qui n'est pas organisée comme section ou comme orientation d'études dans l'enseignement de plein exercice des établissements coopérants visés à l'article 3, peuvent être organisées conformément aux dispositions des articles 26, § 1er, 1° et 3°, et 51, § 1er, 1° et 3°, de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire.

§ 5. Les élèves qui ont effectivement et régulièrement suivi les cours de préparation à l'exercice d'une profession organisés dans l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit, uniquement dans un centre à horaire réduit, peuvent participer aux épreuves de qualification secondaire qui sont organisées dans ce centre respectivement au niveau de la quatrième ou au niveau de la sixième année d'études sur avis favorable des professeurs concernés du centre où ils sont inscrits.

L'accès aux épreuves de qualification organisées au niveau de la sixième année d'études n'est autorisé qu'aux élèves ayant suivi effectivement et régulièrement pendant au moins deux années scolaires, soit les cours des cinquième et/ou sixième années de l'enseignement secondaire supérieur technique ou professionnel de plein exercice, soit les cours de l'enseignement professionnel secondaire supérieur organisés dans l'enseignement expérimental à horaire réduit.

Toutefois, l'accès aux épreuves de qualification précitées n'est pas admis dans les subdivisions : aide familiale et sanitaire et puéricultrice.

§ 6. Les élèves qui ont réussi avec fruit une des épreuves de qualification visées au § 5 reçoivent un certificat de qualification équivalent au certificat de qualification respectivement de la quatrième ou de la sixième année d'études délivré aux élèves réguliers de l'enseignement secondaire de plein exercice, visé aux articles 26, § 1er, 1° et 3°, et 51, § 1er, 1° et 3°, de l'arrêté royal précité du 29 juin 1984.

§ 7. La sanction des études visées au § 6 est de la compétence du jury de qualification.

§ 8. Le jury de qualification chargé de la sanction des études conduisant aux certificats de qualification est composé du chef d'établissement ou de son délégué, de membres du personnel enseignant du centre d'enseignement à horaire réduit et de membres n'appartenant pas au centre, dont le nombre ne peut dépasser celui des membres du corps enseignant du centre.

Les membres n'appartenant pas au centre :

1° sont choisis sur la base de leur compétence dans la qualification qui doit être appréciée;

2° sont désignés par le chef d'établissement ou son délégué avant le premier mars de l'année scolaire en cours.

Le chef d'établissement ou son délégué assume la présidence du jury de qualification.

§ 9. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de fixer les modèles de certificats de qualification visés aux §§ 3 et 6 qui sont délivrés aux élèves de l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit.

§ 10. Un certificat complémentaire de connaissance de la gestion d'entreprises est délivré aux élèves qui ont satisfait aux exigences du programme prévu à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat.

§ 11. La sanction des études conduisant au titre visé au § 10, est de la compétence du corps professoral.

§ 12. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de fixer le modèle du certificat visé § 10 qui est délivré aux élèves de l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit.

CHAPITRE III. — Normes de création et organisation des cours

Art. 10. § 1er. Un enseignement secondaire expérimental à horaire réduit ne peut être créé dans un des centres visés à l'article 2 que si au moins douze élèves réguliers sont inscrits au 1er octobre de l'année scolaire.

Dans ce cas, les 15 périodes hebdomadaires peuvent être organisées.

§ 2. Pour les douze élèves visés au § 1er, 2, 6 périodes professeur par élèves sont attribuées.

A partir du treizième élève, 2,2 périodes professeur par élève sont attribuées. Le nombre de périodes professeur est recalculé de la même manière au 1er février de l'année scolaire si le nombre d'élèves réguliers à cette date est supérieur à celui du 1er octobre.

§ 3. Les élèves qui dans un centre, suivent uniquement la préparation à l'exercice d'une profession, visée à l'article 3, § 2, ne sont pas pris en considération pour atteindre la norme de création visée au § 1er du présent article. Pour la création de cette formation, huit élèves réguliers sont requis au 1er octobre de l'année scolaire.

Par élève, 1,3 période professeur est attribuée.

Le nombre de périodes professeur est recalculé de la même manière au 1er février de l'année scolaire, si le nombre d'élèves réguliers à cette date est supérieur à celui du 1er octobre.

§ 4. A chaque centre d'enseignement expérimental à horaire réduit est octroyé le nombre suivant de périodes professeur qui peut être consacré à la guidance des élèves :

— 11 périodes professeur à partir de 20 élèves;

— 22 périodes professeur à partir de 40 élèves;

— 33 périodes professeur à partir de 70 élèves;

et ainsi de suite par tranche de 30 élèves.

§ 5. Les périodes professeur peuvent être utilisées librement par les centres d'enseignement à horaire réduit.

§ 6. Pour le calcul des emplois dans les fonctions de direction, les fonctions du personnel auxiliaire d'éducation et administratif et de sous-direction du siège centre, le nombre d'élèves réguliers au 1er octobre de l'année scolaire dans l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit est pris en considération pour la moitié dans l'enseignement de plein exercice et pour le nombre d'heures réellement suivies dans l'enseignement de promotion sociale.

§ 7. Les périodes de pratique professionnelle organisées dans l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit sont prises en considération pour la fonction de chef d'atelier dans l'école où elles sont organisées, suivant le cas dans l'enseignement de plein exercice ou dans l'enseignement de promotion sociale.

Art. 11. Les périodes professeur dont dispose un centre sont réparties entre les établissements scolaires faisant partie du centre sur la base d'une proposition et d'un accord présentés par la direction du centre et après décision du (des) pouvoir(s) organisateur(s) concerné(s).

Art. 12. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions ou son délégué, peut admettre que l'enseignement à horaire réduit soit dispensé en tout ou en partie à un rythme différent de celui prévu à l'article 1er et l'article 3, § 2. Toutefois, dans ce cas, la formation doit comprendre 20 semaines de cours au moins.

Art. 13. Un maximum de 20 % des périodes professeur hebdomadaires peut être organisé sous formes de conférences.

Les modalités de rémunération des conférenciers sont fixées par Nous.

CHAPITRE IV. — Membres du personnel

Art. 14. § 1er. La situation administrative et pécuniaire des membres du personnel de l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit est réglée conformément à la réglementation en vigueur pour les membres du personnel qui exercent une fonction dans l'enseignement secondaire de plein exercice.

§ 2. Les membres du personnel chargés de la coordination et de la guidance sont, dans cette qualité, payés comme professeur au niveau secondaire inférieur, si dans le centre sont uniquement inscrits des élèves réguliers pour l'enseignement secondaire professionnel inférieur.

Si dans le centre des élèves sont inscrits au niveau secondaire inférieur et supérieur, ou uniquement au niveau secondaire supérieur, ces membres du personnel sont payés comme professeur au niveau secondaire supérieur.

Pour la fixation de la rémunération il faut tenir compte des titres dont ils sont porteurs.

Art. 15. § 1er. La direction du centre d'enseignement à horaire réduit est exercée collégalement par l'ensemble des chefs d'établissement concernés sous la présidence du chef d'établissement de l'école où est installé le siège dudit centre.

§ 2. Chaque centre d'enseignement à horaire réduit doit comporter une commission administrative visée aux articles 15, 27 ou 42 et 56 des lois sur l'enseignement technique, coordonnées par l'arrêté royal du 30 avril 1957.

Art. 16. Une charge à prestations complètes dans l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit comporte le même nombre de périodes hebdomadaires que celui requis pour une fonction de professeur de cours généraux à prestations complètes dans l'enseignement secondaire de plein exercice.

Art. 17. Les emplois dans l'enseignement secondaire expérimental à horaire réduit sont exercés par :

- a) dans l'enseignement de la Communauté française;
 - les membres du personnel enseignant nommés à titre définitif;
 - les membres du personnel enseignant admis au stage;
 - les membres du personnel temporaires.
- b) dans l'enseignement subventionné :
 - les membres du personnel enseignant qui sont nommés à titre définitif et dont la nomination est agréée, là où l'agrégation existe;
 - les membres du personnel enseignant qui sont assimilés aux membres du personnel nommés à titre définitif ou agréés;
 - les membres du personnel temporaires.

Art. 18. Les emplois conférés en vertu du présent arrêté ne peuvent donner lieu à une nomination à titre définitif, à une admission au stage ou à une assimilation aux membres du personnel nommés à titre définitif et agréés.

CHAPITRE V. — Crédits de fonctionnement

Art. 19. § 1er. Pour tout élève régulier inscrit au 31 janvier de l'année scolaire en cause dans l'enseignement à horaire réduit de l'Etat, il est attribué un crédit de fonctionnement égal à 50 % du montant de la subvention de fonctionnement fixé pour les sections du groupe B de l'enseignement technique de plein exercice visé à l'arrêté royal du 31 août 1960 fixant le montant des frais de fonctionnement pour l'enseignement technique.

§ 2. Pour tout élève qui, dans un centre, suit uniquement la préparation à l'exercice d'une profession visée à l'article 3, § 2 du présent arrêté, il est attribué un crédit de fonctionnement égal à 25 % du montant de la subvention de fonctionnement visé à l'arrêté royal du 31 août 1960 précité.

Art. 20. Si la formation d'un élève est assurée par plusieurs établissements, une fraction des crédits de fonctionnement est accordée à chacun de ces établissements, proportionnellement au nombre de périodes que l'élève suit effectivement dans les établissements concernés.

CHAPITRE VI. — Subventions de fonctionnement

Art. 21. § 1er. Pour tout élève régulier au 31 janvier de l'année scolaire dans l'enseignement subventionné à horaire réduit, il est attribué une subvention de fonctionnement égale à 50 % du montant de la subvention de fonctionnement fixé pour les sections du groupe B de l'enseignement technique de plein exercice visé à l'arrêté royal du 31 août 1960 fixant le montant des frais de fonctionnement pour l'enseignement technique.

§ 2. Pour tout élève qui, dans un centre, suit uniquement la préparation à l'exercice d'une profession visée à l'article 3, § 2, il est attribué une subvention de fonctionnement égale à 25 % du montant de la subvention de fonctionnement visé à l'arrêté royal du 31 août 1960 précité.

Art. 22. Si la formation d'un élève est assurée par plusieurs établissements, une fraction des subventions de fonctionnement est accordée à chacun de ces établissements, proportionnellement au nombre de périodes que l'élève suit effectivement dans les établissements concernés.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 23. Toutes les dispositions contraires sont abrogées.

Art. 24. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1989 et cessera d'être en vigueur le 31 août 1990.

Art. 25. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruelles, le 5 juin 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française :
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,
Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 1324

5 JUNI 1989

**Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap
houdende organisatie van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan**

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking, gewijzigd bij de besluiten van de Executieve d.d. 31 maart 1988 en 8 november 1988;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 27 december 1985 tot regeling van de ondertekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 17 januari 1989 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 april 1957, inz. artikel 11;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, zoals ze gewijzigd werd;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut van het personeel van het rijksonderwijs;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs, inz. artikel 4, § 2;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1957 houdende algemene regeling van de studies in het secundair technisch onderwijs;

Gelet op de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 december 1986 houdende inrichting van een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 januari 1987 tot vaststelling van het bedrag van het inschrijvingsgeld in het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het overleg d.d. 1 juli 1987 tussen de afgevaardigden van de inrichtende machten, krachtens artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, onderwijs met beperkt leerplan te organiseren om de jongeren de mogelijkheid te bieden, te voldoen aan de wettelijke verplichting van deeltijds onderwijs;

Gelet op het protocol van 19 mei 1989, met de besluiten van de onderhandeling d.d. 3 mei 1989 in het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 19 april 1989;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — *Doel en structuur*

Artikel 1. § 1. Op het niveau van het lager en het hoger secundair beroepsonderwijs wordt een experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan ingericht om te voorzien in de deeltijdse leerplicht.

Dit onderwijs wordt verstrekt gedurende veertig weken naar rata van vijftien wekelijkse lestijden van vijftig minuten.

§ 2. Het omvat zowel de algemene vorming, inzonderheid de sociale en persoonlijkheidsvorming, als de beroepsvoorbereiding en kan enkel worden verstrekt gedurende de uren en de dagen waarop secundair onderwijs met volledig leerplan wordt verstrekt.

§ 3. Dit experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan kan tevens worden ingericht volgens een modulair stelsel bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

Art. 2. § 1. Het onderwijs bedoeld in artikel 1 kan enkel worden georganiseerd door de daartoe op te richten centra, die hun zetel hebben in een door de Franse Gemeenschap opgerichte, gesubsidieerde of erkende secundaire school met volledig leerplan, waarin technisch en/of beroepssecundair onderwijs georganiseerd wordt.

§ 2. Er kunnen veertig centra voor onderwijs met beperkt leerplan worden ingericht.

De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, bepaalt de verdeling van de centra per net.

Hij beslist over de vestigingsplaats van elk van de zetels van de Rijkscentra. Hij hecht zijn goedkeuring aan de vestigingsplaatsen van de zetels van de in het gesubsidieerd onderwijs georganiseerde centra op voorstel van de representatieve verenigingen van de inrichtende machten. De inrichtende machten die niet vertegenwoordigd zijn, dienen hun vraag rechtstreeks in bij de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

Art. 3. § 1. De centra voor onderwijs met beperkt leerplan kunnen voor de organisatie van de beroepsvoorbereiding een beroep doen op :

- a) andere secundaire scholen met volledig leerplan, desgevallend scholen van een ander net, waar in voorkomend geval ook de algemene vorming kan georganiseerd worden;
- b) bestaande leergangen voor sociale promotie, met uitzondering van de taalleergangen.

§ 2. De centra voor onderwijs met beperkt leerplan kunnen ook enkel de beroepsvoorbereiding organiseren en voor de sociale en persoonlijkheidsvorming meewerken met een door de Executieve van de Franse Gemeenschap erkende vorming.

Alsdan wordt dit onderwijs verstrekt gedurende veertig weken naar rata van acht lestijden van vijftig minuten per week.

Art. 4. Onverminderd artikel 10, kunnen de centra voor onderwijs met beperkt leerplan alle beroepsvoorbereidingen verstrekken waaraan behoefte bestaat.

HOOFDSTUK II. — *Toelating, inschrijving en bekrachtiging van de studies*

Art. 5. Alleen leerlingen die minder dan achttien jaar oud zijn en die niet meer aan de voltijdse leerplicht onderworpen zijn, kunnen in het experimenteel onderwijs met beperkt leerplan als regelmatige leerling worden ingeschreven, met akkoord van de ouders of van de personen die in rechte of in feite de ouderlijke macht uitoefenen.

Art. 6. Tot het experimenteel lager secundair beroepsonderwijs met beperkt leerplan kunnen als regelmatige leerling worden toegelaten de jongeren die niet in het bezit zijn van het getuigschrift van lager secundair onderwijs of van het kwalifikatiegetuigschrift van het vierde jaar of het vijfde vervolmakings- of specialisatiejaar van het technisch of het beroepssecundair onderwijs.

Tot het experimenteel hoger secundair onderwijs met beperkt leerplan kunnen als regelmatige leerling worden toegelaten de houders van één van genoemde getuigschriften.

Art. 7. § 1. De inschrijving voor het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan kan enkel gebeuren in een centrum opgericht met dat doel en moet uiterlijk geschieden op 31 januari van het lopende schooljaar.

Op gemotiveerd verzoek van het inrichtingshoofd van de school waar de zetel van het centrum gevestigd is, kan de Minister of zijn gemachtigde in bijzondere en uitzonderlijke omstandigheden en voor individuele gevallen een afwijking van deze inschrijvingsdatum verlenen.

§ 2. Het onderwijs bedoeld in § 1 kan worden gevolgd :

a) hetzij gedurende de periode waarin de leerlingen deeltijds leerplichtig zijn tot ten laatste het einde van het schooljaar;

b) hetzij tot het einde van het schooljaar volgend op het schooljaar waarin de deeltijdse leerplicht werd beëindigd;

c) hetzij tot het einde van de leertijd bedoeld in artikel 45 van de wet van 19 juni 1983 op het leerlingwezen voor beroepen uitgeoefend door arbeiders in loondienst, indien deze leertijd niet werd beëindigd binnen de in a) vastgestelde periode.

Art. 8. § 1. Op het einde van ieder schooljaar van het onderwijs met beperkt leerplan ontvangt de leerling een attest, dat begin- en einddatum van dit onderwijs vermeldt, evenals de verworven bekwaamheden.

§ 2. Een attest van regelmatige lesbijwoning wordt uitgereikt aan de leerling die het centrum voor onderwijs met beperkt leerplan verlaat tijdens de studies.

§ 3. Na het beëindigen van de leerplicht kan aan de leerling die geen enkel getuigschrift behaald heeft, een attest uitgereikt worden dat gelijkwaardig is met het oriënteringsattest C uitgereikt op het einde van het derde jaar van het beroepssecundair onderwijs met volledig leerplan.

§ 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de vaststelling van de modellen van de in § 3 bedoelde oriënteringsattesten die worden afgeleverd aan de leerlingen van het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan.

Art. 9. § 1. De leerlingen die werkelijk en regelmatig experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan hebben gevolgd, kunnen, op gunstig advies van de betrokken leerkrachten van het centrum van onderwijs met beperkt leerplan waar zij zijn ingeschreven, worden beschouwd als « regelmatige leerlingen » zoals bepaald in artikel 2, 6° van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, uitsluitend met het oog op deelneming in de inrichting waar de beroepsvoorbereiding werd gevolgd, aan de kwalifikatieexamens van het secundair beroepsonderwijs, die overeenkomstig de bepalingen van artikel 26, § 1 en 51, § 1 van hogergenoemd koninklijk besluit in diverse leerjaren worden ingericht.

De deelneming aan de bovengenoemde kwalifikatieexamens is evenwel niet toegelaten voor de leerlingen van de onderverdelingen : gezins- en sanitaire hulp en kinderverzorging.

§ 2. Bij de beoordeling van de kwalifikatieexamens houden de kwalifikatiecommissies rekening met de overeenkomstig de bepalingen van artikel 8 van dit besluit uitgereikte attesten.

§ 3. De leerlingen die met succes één der kwalifikatieexamens bedoeld in § 1, afgelegd hebben, ontvangen een kwalifikatiegetuigschrift dat overeenstemt met het kwalifikatiegetuigschrift dat wordt uitgereikt aan de regelmatige leerlingen van het secundair onderwijs met volledig leerplan die hetzelfde kwalifikatieexamen met vrucht hebben afgelegd.

§ 4. In elk centrum voor experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan bedoeld in artikel 2 van dit besluit kunnen kwalifikatieexamens voor de leerlingen, ingeschreven in een beroepsvoorbereidende opleiding die niet georganiseerd wordt als afdeling of studierichting in het onderwijs met volledig leerplan in de medewerkende inrichtingen bedoeld in artikel 3, georganiseerd worden overeenkomstig de artikelen 26, § 1, 1° en 3° en 51, § 1, 1° en 3° van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de leerplicht.

§ 5. De leerlingen die werkelijk en regelmatig een beroepsvoorbereidende opleiding van het experimenteel onderwijs met beperkt leerplan uitsluitend in een centrum voor onderwijs met beperkt leerplan hebben gevolgd, kunnen, op gunstig advies van de leraars van het centrum waar zij ingeschreven zijn, deelnemen aan de kwalifikatieexamens die in dat centrum op het niveau van het 4e en van het 6e leerjaar worden ingericht.

De deelneming aan de kwalifikatieexamens op het niveau van het 6e leerjaar is alleen toegelaten voor leerlingen die werkelijk en regelmatig, gedurende ten minste 2 schooljaren, de lessen van het 5e en/of 6e leerjaar hoger secundair technisch of beroepsonderwijs met volledig leerplan of de lessen van het hoger secundair beroepsonderwijs in het experimenteel onderwijs met beperkt leerplan gevolgd hebben.

De deelneming aan voormelde kwalifikatieexamens is echter niet toegelaten voor de leerlingen van de onderverdelingen : gezins- en sanitaire hulp en kinderverzorging.

§ 6. De leerlingen die met succes één der kwalifikatieëxamens bedoeld in § 3 afgelegd hebben, ontvangen een kwalifikatiegetuigschrift dat overeenstemt met het kwalifikatiegetuigschrift van het 4e resp. 6e leerjaar, uitgeleend aan de regelmatige leerlingen van het secundair onderwijs met volledig leerplan, zoals bedoeld in de artikelen 26, § 1, 1^o en 3^o, en 51, § 1, 1^o en 3^o van voormeld koninklijk besluit van 29 juni 1984.

§ 7. De bekrachtiging van de studies bedoeld in § 6 behoort tot de bevoegdheid van de kwalifikatiecommissie.

§ 8. Voor de bekrachtiging van de studies die leiden tot de kwalifikatiegetuigschriften, bestaat de kwalifikatiecommissie uit het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde, uit leden van het onderwijzend personeel van het centrum voor onderwijs met beperkt leerplan en uit niet tot het centrum behorende leden, waarvan het aantal dat van de leden uit het leraarskorps van het centrum niet mag overschrijden,

De niet tot het centrum behorende leden :

worden gekozen op grond van hun deskundigheid in de kwalifikatie die moet worden beoordeeld;

worden vóór 1 maart van het lopende schooljaar aangeduid door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde.

Het voorzitterschap van de kwalifikatiecommissie wordt waargenomen door het inrichtingshoofd of zijn afgevaardigde.

De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de vaststelling van de modellen van kwalifikatiegetuigschriften, bedoeld in de §§ 3 en 6, ten behoeve van de leerlingen van het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan.

§ 10. Een aanvullend getuigschrift van kennis van het bedrijfsbeheer wordt uitgereikt aan de leerlingen die voldoen aan de eisen van het leerplan bedoeld in artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen.

§ 11. De bekrachtiging van de studies leidend tot het in § 10 bedoelde getuigschrift behoort tot de bevoegdheid van het leraarskorps.

§ 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de vaststelling van het model van het in § 10 bedoelde getuigschrift dat wordt afgeleverd aan de leerlingen van het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan.

HOOFDSTUK III. — Oprichtingsnorm en organisatie van de lessen

Art. 10. § 1. In een centrum als bedoeld in artikel 2 kan slechts experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan worden opgericht indien ten minste twaalf regelmatige leerlingen zijn ingeschreven op 1 oktober van het schooljaar.

Alsdan kunnen de 15 wekelijkse lestijden ingericht worden.

§ 2. Voor de twaalf leerlingen bedoeld in § 1 worden 2,6 lestijden/leerkracht per leerling toegekend.

Vanaf de dertiende leerling worden 2,2 lestijden/leerkracht per leerling toegekend.

Het aantal lestijden/leerkracht wordt op dezelfde wijze herberekend op 1 februari van het schooljaar indien het aantal regelmatige leerlingen hoger is dan dat van 1 oktober van het schooljaar.

§ 3. De leerlingen die in een centrum enkel de beroepsvoorbereiding volgen zoals bedoeld in artikel 3, § 2, komen niet in aanmerking voor het bereiken van de in § 1 van dit artikel gestelde oprichtingsnorm. Voor de oprichting van deze opleiding zijn acht regelmatige leerlingen vereist op 1 oktober van het schooljaar.

Per leerling worden 1,3 lestijden/leerkracht toegekend.

Het aantal lestijden/leerkracht wordt op dezelfde wijze herberekend op 1 februari van het schooljaar indien het aantal regelmatige leerlingen hoger is dan dat van 1 oktober van het schooljaar.

§ 4. Aan elk centrum voor experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan wordt het volgend aantal lestijden/leerkracht toegekend bestemd voor coördinatie- en begeleidingsopdrachten :

— 11 lestijden/leerkracht vanaf 20 leerlingen;

— 22 lestijden/leerkracht vanaf 40 leerlingen;

— 33 lestijden/leerkracht vanaf 70 leerlingen;

enz. per groep van 30 leerlingen.

§ 5. De lestijden/leerkracht kunnen door de centra voor deeltijds onderwijs vrij worden aangewend.

§ 6. Voor de berekening van de directieambten, de selectieambten, de ambten van het opvoedend hulp personeel en van het administratief personeel van de zetel van het centrum wordt het aantal regelmatige leerlingen op 1 oktober van het schooljaar in het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan voor de helft in aanmerking genomen in het onderwijs met volledig leerplan en voor het werkelijk door de leerlingen gevolgde aantal lestijden in het onderwijs voor sociale promotie.

§ 7. De ingerichte lestijden beroepspraktijk in het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan komen in aanmerking voor het ambt van werkmeester in de school waar ze worden ingericht, naargelang van het geval in het onderwijs met volledig leerplan of in het onderwijs voor sociale promotie.

Art. 11. De lestijden-leerkracht waarover een centrum beschikt, worden verdeeld tussen de onderwijsinrichtingen die tot het centrum behoren, op grond van een door de directie van het centrum voorgelegd voorstel en akkoord, en na beslissing van de betrokken inrichtende macht(en).

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort of zijn afgevaardigde kan toestaan dat het onderwijs met beperkt leerplan geheel of ten dele in een ander ritme verstrekt wordt dan voorzien in artikel 1 en artikel 3, § 2, doch in dat geval moeten de lessen over ten minste twintig weken gespreid zijn.

Art. 13. Ten hoogste twintig % van de wekelijkse lestijden/leerkracht kunnen worden ingericht in de vorm van voordrachten.

De betalingsmodaliteiten van de voordrachthouders worden door Ons bepaald.

HOOFDSTUK IV. — Personeelsleden

Art. 14. § 1. De administratieve en geldelijke toestand van de personeelsleden van het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan wordt geregeld door de geldende wetgeving en reglementering van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. De personeelsleden belast met coördinatie en begeleiding worden in die hoedanigheid betaald als leraar lager secundair niveau, als in het centrum alleen regelmatige leerlingen voor het lager secundair beroepsonderwijs ingeschreven zijn. Als in het centrum leerlingen ingeschreven zijn in het lager en het hoger of alleen in het hoger secundair niveau, worden die personeelsleden betaald als leraar hoger secundair niveau.

Voor de vaststelling van de bezoldiging moet rekening gehouden worden met hun bekwaamheidsbewijzen.

Art. 15. § 1. De directie van het centrum voor onderwijs met beperkt leerplan wordt gezamenlijk uitgeoefend door de betrokken inrichtingshoofden onder het voorzitterschap van het inrichtingshoofd van de school waar de zetel van het centrum gevestigd is.

§ 2. Ieder centrum voor onderwijs met beperkt leerplan heeft een bestuurscommissie zoals bedoeld in de artikelen 15, 27 of 42 en 56 van de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 30 april 1957.

Art. 16. Een volledige opdracht in het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan bedraagt hetzelfde aantal wekelijkse lestijden als vereist is voor een betrekking van leraar algemene vakken met volledige prestaties in het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Art. 17. Kunnen hun betrekking uitoefenen in het experimenteel secundair onderwijs met beperkt leerplan :

a) in het onderwijs van de Franse Gemeenschap :

- de vastbenoemde leden van het onderwijzend personeel;
- de stagedoende leden van het onderwijzend personeel;
- de tijdelijke personeelsleden;

b) in het gesubsidieerd onderwijs :

- de leden van het onderwijzend personeel die vast benoemd zijn en wier benoeming erkend is, daar waar de erkenning bestaat;
- de leden van het onderwijzend personeel die gelijkgesteld zijn met de vastbenoemde of erkende personeelsleden;
- de tijdelijke personeelsleden.

Art. 18. De betrekkingen toegekend op grond van dit besluit zijn niet vatbaar voor vaste benoeming, toelating tot de stage of gelijkstelling met definitief benoemden en erkenden.

HOOFDSTUK V. — *Werkingskredieten*

Art. 19. § 1. Voor elke regelmatige leerling in het Rijksonderwijs met beperkt leerplan op 31 januari van het betrokken schooljaar, wordt een werkingskrediet toegekend gelijk aan 50 % van het bedrag aan werkingstoelagen bepaald bij koninklijk besluit van 31 augustus 1980 tot vaststelling van het bedrag van de werkingskosten voor de afdelingen van groep B van het technisch onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. Voor elke leerling die in een centrum enkel de beroepsvoorbereiding volgt, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van dit besluit, wordt een werkingskrediet toegekend gelijk aan 25 % van het bedrag van de werkingstoelagen, bepaald in bovenvermeld koninklijk besluit van 31 augustus 1960. **

Art. 20. Indien de opleiding van een leerling gespreid is over meerdere scholen wordt aan elk van deze scholen een breukdeel van de werkingskredieten toegekend, dat recht evenredig is aan het aantal lestijden van de opleiding, dat de leerling in de betreffende school werkelijk volgt.

HOOFDSTUK VI. — *Werkingsstoelagen*

Art. 21. § 1. Voor elke regelmatige leerling in het gesubsidieerd onderwijs met beperkt leerplan op 31 januari van het betrokken schooljaar, wordt een werkingstoelage toegekend, gelijk aan 50 % van het bedrag aan werkingstoelagen bepaald bij koninklijk besluit van 31 augustus 1960 tot vaststelling van het bedrag van de werkingskosten voor de afdelingen van groep B van het technisch onderwijs met volledig leerplan.

§ 2. Voor elke leerling die in een centrum enkel de beroepsvoorbereiding volgt zoals bedoeld in artikel 3, § 2, wordt een werkingstoelage toegekend gelijk aan 25 % van het bedrag van de werkingstoelagen bepaald in bovenvermeld koninklijk besluit van 31 augustus 1960.

Art. 22. Indien de opleiding van een leerling gespreid is over meerdere scholen, wordt aan elk van deze scholen een breukdeel van de werkingstoelagen toegekend, dat recht evenredig is aan het aantal lestijden van de opleiding, dat de leerling in de betreffende school werkelijk volgt.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 23. Alle andersluidende bepalingen worden opgeheven.

Art. 24. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1989 en houdt op van kracht te zijn op 31 augustus 1990.

Art. 25. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 juni 1989.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT

D. 89 — 1325

7. JUNI 1989. — Erlaß der Exekutive zur Abänderung des Königlichen Erlasses vom 4. Oktober 1976 über die ständige Weiterbildung des Mittelstandes

Die Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über die institutionellen Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 4. Oktober 1976 über die Ständige Weiterbildung des Mittelstandes, insbesondere des Artikels 5;